

NAPOLÉON



PAUL JOHNSON



# NAPOLÉON

L'opportuniste

Traduit de l'anglais  
par François Tétreau

Préface de THIERRY WOLTON  
*Napoléon, précurseur du totalitarisme ?*

BUCHET • CHASTEL

Titre original :  
*Napoleon. A life*

© Published by arrangement with Kenneth Lipper LLC  
and Viking, an imprint of Penguin Publishing Group,  
a division of Penguin Random House LLC  
All rights reserved.

A LIPPER / PENGUIN BOOK

Une première édition française de ce titre  
a été publiée aux éditions Fides en 2003.  
© Libella, Paris, 2018

ISBN : 978-2-283-03165-0

## Préface

### Napoléon, précurseur du totalitarisme ?

Hors les faits et la chronologie, les maîtres de l'histoire, peut-on parler de « science » historique, au sens de relation objective du passé ? Le débat est aussi vieux que notre volonté de comprendre d'où nous venons et vers quoi nous allons si tant est que l'on accepte qu'hier conditionne en partie aujourd'hui et donne quelques indications pour demain. Ce sont les hommes qui font l'histoire avant de la relater, il y entre forcément une part d'interprétation en fonction de l'angle d'observation. La méthode scientifique qui s'applique généralement à la réflexion sur des matières inanimées ne convient guère à la pensée historique qui étudie les êtres humains et leurs comportements, a remarqué l'historien britannique Arnold Toynbee. Le cas Napoléon offre l'une des meilleures illustrations possibles de la subjectivité en la matière. L'homme et ses actes ne sont pas perçus et racontés de la même manière suivant les pays, les acteurs, les chroniqueurs bien que les faits, eux, sont les mêmes.

N'étant spécialiste ni de l'époque ni de l'épopée napoléoniennes, je me garderai de trancher parmi les écoles en présence. En revanche, comme tout un chacun, je suis à même de percevoir ce qui relève de l'exagération superflue ou de l'indignation outrée lorsque cette histoire vieille de

deux siècles est relatée. Napoléon fait partie de l'imaginaire français, constitutif du fait national qu'il a contribué à forger même s'il n'en est pas l'initiateur. La profusion de la production littéraire dont il est l'objet témoigne de cet intérêt.

Tout citoyen de ce pays sait ce qu'il doit à l'Empereur, à commencer par un Code civil toujours en vigueur, ses tables de la Loi en quelque sorte. Grâce à lui, la France affaiblie par les excès de la Révolution a retrouvé sa place dans le monde, portant par le fer les idéaux de liberté, dit-on. Dans son journal de la campagne d'Italie l'intéressé se présente lui-même comme porteur des Lumières, celles qui améliorent le sort des vaincus car elles diminuent la puissance des rois, écrit-il. « Votre majesté est attendue comme le Messie » lui dit le maréchal Murat une fois l'Espagne occupée. Voilà qui flatte l'esprit national. Cette flamme a été entretenue du vivant de l'Empereur, mais davantage encore après sa mort quand son culte a pris forme. De son tombeau aux Invalides, devenus le haut lieu de la République lorsqu'elle enterre ses morts, aux boulevards, rues, ponts, places et gare qui célèbrent ses victoires ou ses compagnons d'armes, Napoléon encombre notre mémoire collective. Il n'y a pas un lieu où l'Empereur a mis ses pas, mieux où il a séjourné, qui ne soit recensé, réhabilité, visité. Sa gloire tient autant de ses faits d'armes que de l'époque où son action s'est déroulée, ayant été comme on dit le bon homme au bon endroit, celui qui bouleverse par le feu une Europe qui aspirait justement à de profonds changements. Qu'importe qu'à sa suite le monde d'avant ait repris ses droits, au moment du congrès de Vienne, il a réussi à semer les germes qui allaient faire entrer le Vieux Continent dans la modernité politique. Germaine de Staël, contemptrice de l'Empereur de son vivant, l'a qualifié de Robespierre à cheval, ce qui, on en conviendra, n'est pas le meilleur des compliments.

Paul Johnson a le tort ou l'avantage, selon le point de vue où l'on se place, de ne pas être un historien français. Pis, il est citoyen de la « perfide Albion », selon le cliché. Faute d'entonner les canons habituels de la geste napoléonienne, l'histoire qu'il relate sort du commun. Pour autant que je puisse en juger, les faits qu'il rapporte sont connus et sus, mais souvent oubliés. Sa manière de les présenter, de les mettre en valeur, composent un tableau peu habituel de l'homme et de son action, illustrant cette subjectivité évoquée. Son portrait à charge, car celui-ci en est un, n'est guère plus répréhensible que le sont les coups d'encensoirs qui accompagnent d'ordinaire le culte napoléonien : sa version est aussi une part de la vérité historique, si tant est que cette dernière existe. Son Napoléon risque d'en irriter beaucoup puisqu'il gratte là où cela fait mal justement.

Commençons par les guerres napoléoniennes perçues souvent comme libératrices quand elles ont été un moyen pour l'Empereur de conserver le pouvoir par une sorte de fuite en avant meurtrière. Le bilan humain de cette épopée s'élève à 4 ou 5 millions de morts rappelle Johnson, ce qui est souvent oublié dans les hagiographies. Les méthodes utilisées pendant ces guerres sont plus que condamnables. Bonaparte est un enfant de la Terreur jacobine, pour qui la vie des autres comptait peu du moment que la cause était jugée bonne. Porter hors de France les valeurs de la Révolution, rétablir le prestige national, méritaient-ils tant de sacrifices humains ? Ce passif est souvent minimisé de nos jours. Prises d'otages, exécutions de civils, viols, pillages d'œuvres d'art – toujours admirées dans nos musées –, parsèment le parcours napoléonien de crimes de guerre avant que l'on ne songe à les qualifier. Pour certains des peuples conquis, la France des Lumières ressemblait à une étoile noire, attisant davantage la haine à son encontre que l'adhésion à ses valeurs.

Napoléon a fait de la politique comme il a mené ses guerres, à marches forcées. Son coup d'État du 18 brumaire (9 novembre 1799), soutenu par sa soldatesque, met fin au processus révolutionnaire commencé dix ans plus tôt et s'achève par l'arrestation des parlementaires s'opposant à sa prise de pouvoir. Élu Premier consul par un plébiscite, il concentre toute l'autorité entre ses mains, aidé par une armée aux ordres dans une France déjà transformée par ses soins en militarocratie. Il devient consul à vie en 1802 avant de se faire sacrer empereur deux ans plus tard. Cela est su, comme est célèbre le déroulement de cette cérémonie où il se couronne lui-même devant un pape médusé, un geste révélateur de son narcissisme. Son goût du pouvoir tourne au ridicule lorsque, une dizaine d'années plus tard, défait à la suite de sa désastreuse campagne de Russie, il est relégué à l'île d'Elbe dont il devient aussi l'Empereur ! Certes, Napoléon a bouleversé son époque en renversant nombre de gouvernements en Europe, mais Johnson s'interroge sur la pérennité de son œuvre quand les États mis en place par ses soins ont été éphémères, que lui-même n'a laissé aucun héritier pour perpétuer son empire, trop égotiste qu'il était pour songer à pouvoir être remplacé. Le « réformateur » Napoléon, prétendu héritier des Lumières, paraît moins éclairé lorsqu'en 1802 il rétablit l'esclavage dans quelques dominions français, pratique pourtant abolie par la Convention en 1794. Il faudra attendre l'avènement de la II<sup>e</sup> République, une quarantaine d'années plus tard, pour que ce crime, héritage napoléonien, prenne fin.

Johnson détaille les pratiques du pouvoir bonapartiste, sans doute l'aspect le plus intéressant de son livre, bien que sa perception soit parfois discutable. L'Empereur a tellement été magnifié par l'historiographie que l'on a oublié à quel point il était ni agréable ni simple de vivre sous son règne pour les simples citoyens. Napoléon a mis en

place des techniques et usé de pratiques dictatoriales qui feront des émules dans le monde. L'auteur voit dans ces méthodes les prémices des régimes totalitaires, triste apanage du  $xx^e$  siècle. Disposant de quelques connaissances en la matière, cette partie du livre de Johnson m'a particulièrement intéressé. Elle mérite que l'on s'y attarde tout en gardant à l'esprit, comme fil directeur, que toute comparaison n'est pas raison.

Parlons en premier lieu de l'omniprésence de la police de Fouché qui veut tout savoir, tout contrôler, bref qui fait peur, comme ce sera le cas plus tard avec le KGB ou la Gestapo notamment. La propagande du régime et le culte de la personnalité dont se charge Vivant Denon ne sont pas non plus sans rappeler des méthodes largement développées au  $xx^e$  siècle en URSS ou dans le  $III^e$  Reich. L'aveuglement d'une partie des intellectuels achetés par le pouvoir, ou fascinés par le personnage, offre encore des similitudes avec ce que certains dirigeants connaîtront ultérieurement. L'aura napoléonienne a même franchi les frontières si l'on songe à l'admiration que portaient à l'Empereur Hegel ou Beethoven. Il y a par ailleurs une « nomenklatura » d'Empire, davantage copié il est vrai sur les pratiques des cours de l'Ancien Régime qu'annonciatrice des privilégiés du communisme ou du nazisme. La manière dont Napoléon a exercé son pouvoir personnel rappelle également les méthodes dont useront Staline ou Hitler : solitaire, méfiant, l'Empereur contrôle tout dans les moindres détails, ce qui l'oblige à un travail assidu comme s'y livreront le Vojd (le guide en russe) ou le Führer. Il ne fait confiance qu'à ses proches, ceux qui lui sont redevables, ses maréchaux d'Empire, un comportement paranoïaque que l'on retrouvera aussi plus tard dans le fonctionnement totalitaire. L'expansion napoléonienne a utilisé des moyens qui feront également leurs preuves ultérieurement, entre autres la mise en place de

gouvernements fantoches dans les pays conquis, avant-goût des gauleiters de Hitler ou des camarades aux ordres de Moscou. La justification des guerres napoléoniennes, souvent présentées comme un affrontement entre le bien et le mal, les Lumières contre l'obscurantisme, peut aussi faire penser aux arguments idéologiques, la race ou la classe, mis en avant pour légitimer d'autres conquêtes au XX<sup>e</sup> siècle.

Napoléon est-il pour autant le précurseur du totalitarisme ? Non. Que son régime ait été une dictature, sans doute, Mme de Staël a été l'une des premières à l'avoir dénoncé, mais le bonapartisme n'est ni le stalinisme ni le nazisme. La confusion des genres entre dictature et totalitarisme est fréquente, Johnson s'y laisse prendre. Le dictateur impose un ordre, son ordre, le dirigeant totalitaire également, mais il y ajoute la prétention de vouloir changer les êtres, à les forger selon l'idéologie dont il se réclame : l'homme nouveau pour le communisme, de race supérieure pour le nazisme. Comme son nom l'indique un régime totalitaire a un projet global, de pouvoir, de société, même de manière de vivre pour ses ressortissants alors qu'un régime dictatorial se contente d'imposer le respect de ses lois, sans discussion possible. Il n'est guère plus plaisant de vivre sous une dictature que sous un pouvoir totalitaire, toutefois l'un impose une chape de plomb sur toute la société quand l'autre cherche en plus à broyer l'identité de chaque individu afin de les mettre tous dans un même moule. Il y a dans le totalitarisme du messianisme, justifié par une volonté de conduire l'humanité à un stade jugé supérieur. Un régime dictatorial n'a pas de pareille ambition. En somme, le totalitarisme est une dictature mise au service d'une idéologie dont les moyens qu'offre le pouvoir sont entièrement consacrés à la réalisation de celle-ci. Napoléon Bonaparte n'est pas de la trempe des dirigeants totalitaires en l'absence justement d'une ligne directrice unique, hormis

son désir de consolider son pouvoir, de l'étendre ailleurs. Il a incarné l'autorité, seul, c'est-à-dire sans l'aide d'un parti unique chargé d'imposer ses idées à tous. La seule idéologie qui l'a animé est probablement le rayonnement de son propre moi. Si certains voient en lui un patriote au service de la France, il a plutôt été un opportuniste porté par ses ambitions personnelles.

Prenons deux exemples qui distinguent Bonaparte d'un Staline ou d'un Hitler. En premier lieu, il n'a jamais mis en place de camps de concentration chargés d'éliminer ceux qu'il n'estimait pas digne d'être français, qui plus est bonapartiste. Il a certes poussé à l'exil certains de ses opposants, mais sans pratiquer la déportation manu militari, encore moins à grande échelle contre des classes ou des races. Par ailleurs, il n'a jamais ordonné d'exterminations de masse si l'on excepte le sacrifice de ses soldats et les morts provoqués dans les rangs adverses par ses conquêtes. Les guerres napoléoniennes sont classiques, dans le sens où elles ont servi une politique d'expansion extérieure. Les guerres menées par les dirigeants totalitaires au <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle sont, elles, intérieures, dirigées avant tout contre leur propre peuple. La guerre permanente contre la société, au nom de l'idéologie qu'il s'agit d'imposer, est une caractéristique essentielle des régimes totalitaires. Le bonapartisme n'a rien à voir avec cela parce qu'il fallait des prétentions idéologiques exclusives pour que ces malheurs adviennent, les religions séculières comme l'a dit Raymond Aron, tels que le marxisme-léninisme et le fascisme.

Pour autant, Napoléon Bonaparte ne saurait être considéré comme un modèle de dirigeant politique. S'il n'a pas été le précurseur du totalitarisme, il est bien l'initiateur des dictatures de type moderne dans le sens où il a mis en place un État fort, détenant le monopole de la violence légitime tel que Max Weber va l'analyser plus tard.

Le pouvoir unique et absolu existait avant Napoléon, mais celui-ci était le plus souvent de droit divin. L'avènement de la souveraineté populaire, en 1789, a donné à l'État une légitimité nouvelle dont la bonne graine permet l'instauration de la démocratie, et l'ivraie la mise en place de dictatures modernes qui offrent à ceux qui détiennent le pouvoir une panoplie renforcée de moyens au nom, précisément, de l'État « plébéien », si l'on peut dire, puisque l'entité est alors censée incarner la volonté du plus grand nombre et générer le bien-être pour tous. Bien sûr, tout dictateur monopolise le pouvoir à son profit, mais dans la version moderne l'appareil d'État qui lui sert d'instrument de domination a acquis, grâce à la souveraineté populaire, une transcendance qui en renforce le statut par rapport à l'ensemble de la société, ce qui accentue la sujétion à son égard. En cela, Bonaparte est un innovateur. Qu'il soit un général issu de la Révolution française lui a permis d'incarner cet État nouveau, et d'user de tous ses moyens pour imposer sa politique. Cette origine explique d'ailleurs l'image positive qu'il conserve dans les mémoires malgré un bilan contestable. Condamner Napoléon c'est condamner l'un des héritages de la Révolution française, voilà pourquoi la manière de voir de Paul Johnson risque d'irriter les sensibilités nationales.

A défaut d'être objective, voire de se répéter comme il est convenu, l'histoire doit servir d'enseignement. Curieusement, leçons n'ont pas été vraiment tirées de cette aventure napoléonienne. Il suffit pour s'en convaincre de constater comment sont perçus ses successeurs. Le terme même de « restauration » utilisé à leur endroit est péjoratif, alors que la société française a mieux vécu sous Louis XVIII ou Louis-Philippe que sous la fêrule de Bonaparte. La République qui a fini par s'imposer a écrit l'histoire à sa façon. Le retour de ces souverains, même vêtus d'habits constitutionnels,

## PRÉFACE

représente dans le récit national la revanche de l'Ancien Régime quand Napoléon, général issu de la Révolution, symbolise le fils du peuple. Il est même permis de se demander si le modèle d'État fort mis en place par ses soins n'est pas au fond l'idéal de l'État républicain, celui auquel ont aspiré, et continuent d'aspirer, plus ou moins consciemment, les élites passées et présentes de notre démocratie. La vénération dont l'Empereur demeure l'objet n'est-elle pas une manifestation de ce désir d'ordre, nonobstant les dégâts provoqués, tels que les rappelle Johnson ? Le culte de Bonaparte dépasse les clivages idéologiques, on le sait, de l'extrême droite à l'extrême gauche il couvre l'ensemble du spectre, ce qui tend à prouver qu'il incarne peu ou prou l'essence de la politique, dans le sens premier d'organisation de la cité. La remarque vaut pour ici et pour ailleurs, nul doute qu'un Poutine, qu'un Erdoğan ou encore qu'un Maduro sont eux aussi de fervents admirateurs des pratiques de l'Empereur.

Il y a des années de cela, Pierre Hassner, qui est probablement l'un de nos meilleurs analystes en géopolitique, a estimé que le monde se divise tout compte fait entre tenants d'un bonaparto-bolchevisme et libéraux-libertaires, les premiers étant partisans d'un État tout-puissant quand les seconds privilégient plutôt le libre arbitre de chacun. Ce clivage n'est pas nouveau pour qui s'intéresse à la philosophie politique depuis, disons, Platon, mais il est vrai que Bonaparte a inauguré des méthodes de gouvernement qui étaient appelées à faire école. C'est en cela qu'un retour aux sources est utile, il faut connaître son Napoléon pour comprendre notre monde.

Thierry Wolton



## Introduction

Rares sont les hommes qui marquent le cours de l'histoire comme le fit Napoléon Bonaparte. Sa vie, son action imposent un formidable démenti aux déterministes persuadés que les événements procèdent davantage des forces en présence, des classes sociales, de l'économie et de la géographie que de la volonté bien affirmée des hommes et des femmes. Même si Napoléon n'exerça le pouvoir qu'une quinzaine d'années, l'impact de sa politique et de sa personnalité eut des répercussions jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, soit près de 200 ans après sa mort. Il est possible, d'ailleurs, que son influence agisse encore. Nombre de gens aiment lire son histoire, celle de sa spectaculaire ascension, tout comme les Romains et tant d'autres jusqu'au Moyen Âge relisaient l'épopée d'Alexandre le Grand. Et sans doute se posent-ils la même question : En semblables circonstances, aurais-je aussi bien réussi ? La plupart des ambitieux voient en Bonaparte un exemple à suivre, ou une inspiration, qui les pousse à aller plus avant. On observe en effet chez plusieurs personnes détenant le pouvoir, les magnats de presse par exemple, et ceux qui cherchent sans cesse à accroître leur ascendant sur autrui, une tendance à décorer leurs bureaux dans le goût napoléonien, voire à suivre des modes qui s'inspirent de cet esprit.

L'un des objectifs du présent ouvrage vise à démontrer que Bonaparte n'était pas un idéologue, mais un opportuniste qui sut tirer parti des aléas de la Révolution pour se hisser au pouvoir suprême. J'emploie le mot « aléas », car la Grande-Bretagne et les pays scandinaves ont fourni la preuve que les réformes sociales imposées de force par des extrémistes en France auraient pu y être introduites en utilisant des moyens pacifiques. Au lieu de cela, la Révolution, puis la Terreur ont mené la France, comme c'était presque inévitable, à une forme d'absolutisme, dont Napoléon a profité. Une fois sur le trône, il chercha sans cesse à accroître son pouvoir, en imposant sa politique à la majeure partie du continent européen. Il n'a pas suivi l'exemple d'un George Washington, son contemporain, qui, après ses succès militaires, s'occupa du bien-être de son peuple et favorisa la loi, au détriment de la force. Bonaparte préférait brandir les baïonnettes et faire tonner le canon. À la fin de son règne, la force était le seul langage qu'il pouvait entendre et, fatalement, elle eut raison de lui.

Mais avant cela, il déclencha les guerres les plus coûteuses que les Européens n'eussent jamais connues. Pour la première fois dans l'histoire, on augmenta les effectifs des armées par des campagnes de mobilisation à très grande échelle, de sorte que les batailles devinrent celles de nations entières. À mesure qu'elles se succédaient, le nombre de morts et de blessés s'accrut considérablement, et les populations civiles en souffrirent toujours plus. L'Italie d'abord, puis l'Europe centrale, l'Espagne et la Russie furent les victimes de la politique d'annexion de territoires prônée par Bonaparte. Les pays germaniques, en particulier, où on se battait année après année, conçurent une véritable haine pour leur ennemi, et ce sentiment ne fut pas étranger à l'éclosion d'un nationalisme qui allait devenir à son tour de plus en plus belliqueux et menaçant pour la paix du

monde. Ainsi naquit une nouvelle conception de la guerre totale, avec tout ce que cela entraîne : formation d'une police secrète, mise sur pied de systèmes d'espionnage et de propagande généralisés, déclenchement d'élections ou de plébiscites faussement démocratiques. La France elle-même, qui ne fut vraiment vaincue qu'à la fin du règne de Napoléon, souffrit terriblement de sa politique et perdit pour toujours certains avantages dont elle avait joui jusque-là. Alors que la population des autres pays augmentait rapidement, la sienne se mit à décliner, puis à stagner, et la France vit peu à peu son statut de puissance dominante lui échapper au profit de ses voisins. Voilà, en somme, ce que Bonaparte a légué à son pays d'adoption.

Les diplomates et les hommes d'État réunis à Vienne après Waterloo voulaient non seulement rétablir l'autorité des rois, mais reconduire aussi, autant qu'il était possible de le faire, l'Ancien Régime et les codes qui assuraient jadis la paix ou, du moins, faisaient en sorte que les affrontements aient des conséquences moins graves. À l'issue du congrès de Vienne, il faut le souligner, les diplomates signèrent l'un des meilleurs traités de paix de l'histoire. À quelques exceptions près, il détermina pour un siècle les frontières de l'Europe et, si certains conflits éclatèrent durant ce laps de temps, jamais ils ne prirent des dimensions démesurées. Pour l'essentiel, le XIX<sup>e</sup> siècle fut une période de paix, de progrès et de prospérité en Europe, jusqu'à ce que le vieux système s'écroule lors de la Première Guerre mondiale.

Alors seulement, l'héritage de Napoléon refit surface, phénomène favorisé par l'opinion publique en France, par ses dirigeants aussi, qui cultivaient la mémoire de l'Empereur et le considéraient comme un héros. La Première Guerre mondiale fut une guerre totale, rappelant celles dont Bonaparte avait été l'instigateur. Et l'anarchie qui s'installa dans les milieux politiques après 1918 favorisa l'émergence d'un

## NAPOLÉON

nouveau type de dictateurs qui adoptèrent les méthodes de gouverner propres à Napoléon, comme on l'a vu en Russie d'abord, en Italie et en Allemagne, puis dans d'autres pays de moindre importance. L'État totalitaire, tel qu'on l'a connu en certaines parties du globe au XX<sup>e</sup> siècle, procédait de celui que Napoléon avait instauré et des mythes que son culte avait engendrés. C'est pourquoi il convient d'étudier son étonnante carrière de façon lucide, avec un esprit critique, sans mêler à cela le moindre romantisme. À l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle, soucieux de ne point reproduire les tragiques erreurs du précédent, nous devons reconnaître et mesurer, en lisant la vie de Bonaparte, ce qui est à craindre et ce qu'il faut éviter.

## 1 – Les origines corses

Napoléon Bonaparte est né à Ajaccio, en Corse, le 15 août 1769. Il est intéressant de noter que cet homme, qui voulait conquérir des continents entiers, fut périodiquement contraint de vivre sur trois îles de dimensions modestes : la Corse, plus petite de moitié que le pays de Galles et à peine moins grande que le Vermont ; l'île d'Elbe, plus petite encore, où il exerça une caricature de son propre gouvernement durant quelques mois ; enfin, Sainte-Hélène, un îlot minuscule au large de l'Atlantique, qui fut sa prison et où il mourut. L'année 1769 est une date en soi, presque un millésime. Le duc de Wellington – le rival de Bonaparte et son ennemi juré – naquit la même année, tout comme le vicomte de Castlereagh, qui soutenait Wellington à la Chambre. D'autres grands esprits de l'époque virent le jour en 1769, ou dans les années qui précédèrent ou suivirent. Songeons à Chateaubriand et à Mme de Staël, adversaires notoires de Napoléon, à Wordsworth et Coleridge, qui le maudirent dans leur prose comme dans leurs vers, à Beethoven aussi, qui dédia sa symphonie *Héroïque* à Bonaparte quand celui-ci était Premier consul, mais qui, de rage, déchira la page titre, en apprenant que Napoléon s'était fait empereur ; enfin, une foule d'autres personnes, comme Hegel et Schlegel, Andrew

Jackson, John Quincy Adams, George Canning, Metternich et Walter Scott.

Cette année marque une date à d'autres égards aussi. La révolution industrielle prit son essor en Angleterre à la fin des années 1760, grâce au commerce du textile. En accostant à Botany Bay, le capitaine Cook mit l'Océanie sous la coupe des Occidentaux. Mais la Corse demeurait fort éloignée de tous ces changements. C'était une région pauvre, sauvage, plus ou moins laissée à l'abandon par ceux qui y vivaient, et exploitée par quelques autres. Sur les plans économique et politique, elle était ce que l'on appelle une quantité négligeable, sans influence aucune. Cent ans après la naissance de Napoléon, l'artiste anglais Edward Lear se rendit sur l'île pour y faire des dessins admirables, qui nous donnent une excellente idée de son aspect et de ses paysages, lesquels n'avaient guère changé depuis un siècle : beaucoup d'arbres résineux, de hautes montagnes, des forêts de pins presque impénétrables, de vastes terrains rocaillieux, peu de sources ou de torrents, et de larges plaines arides, broussailleuses, que l'on nomme là-bas le *maquis*, mot qui deviendra plus tard synonyme de zone de guérilla. Au point de vue économique, l'île ne rapportait pratiquement rien et les cours d'Europe la considéraient sans valeur. Les Anglais s'en emparèrent deux fois au XVIII<sup>e</sup> siècle et y renoncèrent à deux reprises, estimant qu'elle leur causait plus de problèmes qu'elle ne leur rapportait d'argent. Pendant des siècles, la Corse appartient à Gênes qui l'avait acquise à l'époque où la ville-État était la première puissance maritime en Méditerranée, après Venise. Mais les Génois se bornaient à gouverner les villes portuaires, Bastia, Calvi, Bonifacio et Ajaccio. Ils ne se souciaient pas de pénétrer dans les terres et n'avaient aucune raison de le faire, puisqu'il y avait peu de chose à en tirer. En conséquence, des insurgés dirigeaient l'intérieur et attaquaient de temps à autre les villes fortifiées

de la côte. Au cours des années 1760, les Génois, plus faibles militairement, demandèrent aux Français de mater une rébellion, et Paris envoya des troupes. Mais les dirigeants français, hostiles à la politique des Génois autorisant les jésuites (bannis de la métropole) à s'établir en Corse, retirèrent bientôt leurs soldats, et les insurgés prirent Ajaccio en 1767. Pour Gênes, c'en était assez. En 1768, par traité, la ville vendit toute l'île à la France pour une somme dérisoire. Cet événement allait avoir une importance colossale, en ceci que Napoléon Bonaparte, né l'année suivante, devint automatiquement sujet du roi de France.

Mais la Corse n'était pas indifférente à tout le monde. Dans son *Contrat social* (1762), Jean-Jacques Rousseau écrit que, si la corruption est générale dans tous les gouvernements européens, un petit pays demeure capable de légiférer contre cet état de choses, et cela dans un esprit de simplicité toute primitive. C'était la Corse. Rousseau avait même le pressentiment – il le note – que cette île surprendrait un jour l'Europe. Suite à la publication de cet essai, les rebelles invitèrent le philosophe en Corse pour les aider à rédiger une constitution, qu'ils entendaient appliquer plus tard, après avoir gagné leur indépendance par les armes. Rousseau déclina l'invitation, mais engagea son jeune ami James Boswell, le futur biographe de Samuel Johnson, à visiter la Corse au cours du grand voyage que Boswell se proposait de faire. Il s'arrangea même pour que Boswell rencontre le chef des insurgés, Pascal Paoli, lequel portait le titre de « général du peuple ». Boswell suivit le conseil, fit la connaissance de Paoli, se prit d'admiration et même d'amitié pour lui, puis rédigea des comptes rendus précis de son séjour, dans son journal d'abord, et dans un essai consacré à la Corse, publié en Angleterre dès son retour au pays. Cet ouvrage le rendit célèbre, au point que l'on surnomma l'auteur Boswell le Corse, et le livre circula dans